



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

Marseille, 30 JUIL. 2014

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET DES TRAVAUX RÉGLEMENTÉS
ET POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier suivi par : Monsieur GILLARDET

☎ 04.84.35.42.76

n°2014-266URG

Arrêté

Portant application de mesures d'urgence de l'article L.512-20 du Code de l'Environnement à l'encontre de la Société GCA LOGISTICS à Rognac (13)

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD
PREFET DES BOUCHES DU RHONE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1 et L.171-7, L.171-8 et L.512-20 et sa partie réglementaire,

Vu l'arrêté préfectoral n°97-123/42-1991A du 14 janvier 1998, autorisant la Société GCA Logistics à exploiter un stockage et un conditionnement de matières plastiques situé 91 montée des Pins ZI Nord 13340 Rognac,

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu le dossier d'information déposé par la Société GCA Logistics le 2 décembre 2013, ainsi qu'une étude de dangers le 8 juillet 2014, en vu d'être autorisée à exploiter une unité de tri et de broyage de pneus sur ce même site,

Vu la demande déposée par la Société GCA logistics du 20 février 2014, reçue le 26 juin 2014, visant à obtenir un agrément pour la collecte des pneumatiques usagés,

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 11 juillet 2014, consécutif à sa visite inopinée du 8 juillet 2014,

Vu l'avis de Monsieur le Sous-Préfet d'Istres du 24 juillet 2014,

Considérant que la Société GCA Logistics réalise la collecte de pneumatiques usagés sans disposer de l'agrément requis,

Considérant que la Société GCA Logistics exerce une activité de broyage de pneumatiques sans disposer de l'autorisation préfectorale requise,

Considérant qu'il est urgent de prendre un ensemble de mesures afin de s'assurer que l'entreposage des pneumatiques soit réalisé de manière à respecter les dispositions réglementaires nécessaires pour prévenir les risques et limiter les nuisances visées aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement,

.../...

Considérant que les conditions de stockage des pneumatiques et des palettes de bois constatées lors de la visite du 8 juillet 2014, ne sont pas satisfaisantes vis-à-vis du risque incendie,

Considérant qu'au regard du risque incendie, l'exploitant doit justifier de la mise en place des moyens nécessaires pour prévenir le risque incendie et limiter ainsi les effets dominos,

Considérant que le volume de pneumatiques présent sur le site doit être réduit et le stockage réalisé conformément au dossier d'information du 2 décembre 2013,

Considérant que l'important volume de pneumatiques et de palettes de bois, ainsi que la proximité immédiate de leur stockage ne permettent pas la mise en œuvre rapide des moyens de lutte incendie, dont certains sont rendus peu accessibles,

Considérant qu'en vertu de l'article L.512-20 du Code de l'Environnement, en vu de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, le Préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un incident ou accident survenu dans l'installation, soit les conséquences survenues par l'inobservation des conditions imposées, en application du Code de l'Environnement, soit tout autre danger ou inconvénient, porter ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités, ces mesures étant prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1 :

La Société GCA Logistics est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour son établissement situé au 91 montée des Pins ZI Nord – 13340 Rognac.

Article 2 :

La Société GCA LOGISTICS est mise en demeure de stocker les palettes de bois dans des conditions qui permettent de garantir le confinement des flux termiques à l'intérieur du site et de prévenir des effets dominos internes, sans délai à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 :

L'activité de collecte des pneumatiques usagés est arrêtée dès notification du présent arrêté.

Le stockage des pneumatiques est limité à un volume de 6400 m³ et réalisé conformément au dossier d'information du 2 décembre 2013.

L'excédent est évacué vers des installations de traitement dûment agréées et régulièrement autorisées, sous quinze jours après notification de l'arrêté.

La justification de l'évacuation des pneumatiques sera adressée à l'inspection des installations classées.

Article 4 :

Toute activité de broyage de pneumatiques est arrêtée dès notification du présent arrêté

Article 5 :

La reprise de la collecte des pneumatiques est conditionnée à la délivrance de l'agrément préfectoral.

La reprise de l'activité de broyage est soumise aux conditions suivantes, après accord de l'inspection des installations classées à :

- la mise en œuvre par l'exploitant des recommandations du Service Départemental d'Incendie et de Secours au regard des conclusions de l'étude de dangers déposée le 8 juillet 2014,
- la mise à jour du Plan d'Opération Interne.

L'activité de broyage pourra être encadrée de manière transitoire par un arrêté de prescriptions et ce, jusqu'à la fin de la procédure de la demande d'autorisation.

Article 6 :

Dans l'attente du retour de l'avis des services consultés pour l'étude de danger visée à l'article 5, l'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour prévenir le risque incendie et limiter les effets dominos au niveau de son stock de pneumatiques.

L'exploitant justifie des moyens organisationnels et techniques mis en place ou prévus pour atteindre ces objectifs sous quinze jours après notification du présent arrêté.

Article 7 :

Si l'exploitant n'a pas obtempéré à la suspension de son exploitation de collecte et de broyage de pneumatiques comme demandé à l'article 3 et 4 du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 8 :

Conformément à l'article L.171-9 du code de l'environnement, lorsque l'autorité administrative a ordonné une mesure de suspension en application du deuxième alinéa de l'article L.171-7 ou du 3° du II de l'article L.171-8, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel, pendant la durée de la suspension, le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 9 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressement réservés.

Article 10 :

Le présent arrêté sera notifié à la société GCA Logistics et publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 11 :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Sous-Préfet d'Istres,
- Monsieur le Maire de la commune de Rognac,
- Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 30 JUIL. 2014

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Louis LAUGIER

